

**BUREAU VERITAS CONSTRUCTION**

46, avenue Villarceau  
CCI Saône-Doubs  
25000 BESANCON

Tél : +336 73 49 95 91  
Mél : jean-luc.pele@bureauveritas.com

N° affaire : 26710684/1

**Mission** : Coordination Sécurité et Protection de la Santé

**Opération :**

Opération : **DIVERS SITES - BC\_VER\_SREI\_FC\_2025\_24**  
**MULTI SITES**  
RN5/ RN19/ RN57/ RN83  
25000 BESANCON

**Destinataire :**

DIRECTION INTERDEPART ROUTES EST  
Christophe MULLER  
10 16 PROMENADE DES CANAUX BP 82120  
54021 NANCY CEDEX

**Plan Général de Coordination**

**P.G.C.**

**Opération de catégorie : 3**



**MINISTÈRE  
DE LA TRANSITION  
ÉCOLOGIQUE  
ET DE LA COHÉSION  
DES TERRITOIRES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Date d'établissement ou de modification	Rév.	Objet de la mise à jour	Rédacteur
22/05/2025	Rev0	création du document	Jean-luc PELE

## SOMMAIRE

<b>0. RAPPEL DES PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION .....</b>	<b>4</b>
<b>1. RENSEIGNEMENTS SUR L'OPERATION .....</b>	<b>6</b>
<b>1.1. Présentation du projet .....</b>	<b>6</b>
1.1.1. Objet de l'opération .....	6
1.1.2. Mode de consultation des entreprises .....	6
1.1.3. Délai prévisionnel de chantier .....	6
1.1.4. Démarche environnementale .....	6
1.1.5. Prévision du nombre d'entreprises et de leur(s) sous-traitant(s) .....	6
1.1.6. Prévision des effectifs sur le chantier .....	6
<b>1.2. Présentation des intervenants .....</b>	<b>6</b>
<b>2. MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS .....</b>	<b>8</b>
<b>2.1. Inspections Communes .....</b>	<b>8</b>
<b>2.2. PPSPS .....</b>	<b>8</b>
2.2.1. Pénalités .....	8
<b>2.3. Sous-traitance .....</b>	<b>9</b>
2.3.1. Déclaration des sous-traitants .....	9
2.3.2. Transmission du PGC .....	9
2.3.3. Obligation du sous-traitant .....	9
<b>2.4. Intérimaires .....</b>	<b>9</b>
<b>2.5. Accueil des entreprises « location avec chauffeur » .....</b>	<b>10</b>
<b>2.6. Travailleurs indépendants .....</b>	<b>10</b>
<b>2.7. Protections individuelles .....</b>	<b>10</b>
<b>2.8. Modalité d'accueil des salariés et salariés étrangers .....</b>	<b>10</b>
<b>2.9. Modalités de visite du chantier par des tiers .....</b>	<b>11</b>
<b>3. MESURES D'ORGANISATION GENERALE .....</b>	<b>12</b>
<b>3.1. Accès au site et réseaux provisoires .....</b>	<b>12</b>
<b>3.2. Emprise de chantier .....</b>	<b>12</b>
3.2.1. Clôture et portail .....	12
3.2.2. Accès .....	12
3.2.3. Circulations .....	12
3.2.4. Signalisation .....	13
3.2.5. Stationnements .....	14
3.2.6. Stockage .....	14
3.2.7. Réseaux provisoires du chantier (hors base-vie) .....	14
3.2.8. Cantonnements et entretien .....	14
<b>3.3. Nettoyages (hors cantonnement) .....</b>	<b>15</b>
3.3.1. Projet de plan d'installation de chantier .....	15
3.3.2. Plan d'installation de chantier .....	15
<b>3.4. Tableau récapitulatif des mesures d'organisation générale de chantier .....</b>	<b>15</b>
<b>4. MESURES DE COORDINATION SPS .....</b>	<b>17</b>
<b>4.1. Définition des risques particuliers .....</b>	<b>17</b>
<b>4.2. Analyse de risques .....</b>	<b>19</b>
<b>4.3. Co-activités et protections collectives .....</b>	<b>28</b>
4.3.1. Organisation de la sécurité collective .....	28
4.3.2. Déplacement de protection collective .....	28
4.3.3. Disposition en cas de carence d'une entreprise .....	28
4.3.4. Prévention des risques de maladies professionnelles .....	29
<b>4.4. Equipement de levage .....</b>	<b>29</b>
4.4.1. Autorisation de survol .....	29
4.4.2. Dispositifs d'aides à la manutention .....	29
<b>4.5. Les mesures prises en matière d'interactions sur le site .....</b>	<b>29</b>
4.5.1. Approvisionnements et stockage .....	29

4.5.2. Travaux superposés .....	29
4.5.3. Mise en œuvre de produits dangereux .....	29
4.5.4. Protection contre le bruit .....	30
4.5.5. Protection contre l'incendie .....	30
4.5.6. Travaux en hauteur .....	30
4.5.7. Echafaudage, tour escalier .....	30
4.5.8. Utilisation et conduite des véhicules et des engins .....	30
<b>4.6. Moyens communs .....</b>	<b>31</b>
4.6.1. Mise en commun des équipements de travail et d'accès en hauteur .....	31
4.6.2. Ascenseurs définitifs en phase chantier .....	31
4.6.3. Sécurisation des circulations, des accès et livraisons à pied d'œuvre, Echafaudages et matériels .....	31
4.6.4. Protection des accès – Auvents .....	31
<b>4.7. Nettoyage et enlèvement des déchets .....</b>	<b>31</b>
<b>5. ORDRE ET SALUBRITE DU CHANTIER .....</b>	<b>32</b>
5.1. Stockages sur le chantier .....	32
5.2. Nettoyage .....	32
5.3. Enlèvement des déchets .....	32
5.3.1. Evacuation des gravats et des déchets ordinaires .....	32
5.3.2. Enlèvement des matériaux dangereux utilisés .....	33
5.3.3. Mesure en cas de défaillance d'une entreprise .....	33
<b>6. INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION .....</b>	<b>34</b>
6.1. Déclarations particulières .....	34
6.2. Contraintes dues au voisinage de l'opération .....	34
6.3. Risques par rapport à un chantier voisin .....	34
6.4. Travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure .....	35
6.5. Permis de feu (prévention incendie et explosion) .....	35
6.6. Interférences avec l'exploitant si utilisation partielle des ouvrages .....	35
6.7. Locaux témoins .....	35
<b>7. ORGANISATION DES SECOURS .....</b>	<b>36</b>
7.1. Téléphone de secours .....	36
7.2. Sauveteurs Secouristes du Travail (S.S.T.) .....	36
7.3. Travail isolé .....	36
7.4. Procédure d'organisation des secours .....	36
7.5. Déclaration en cas d'accident ou incident .....	37
7.6. Point de rencontre secours .....	37
7.7. Modèle de fiche de secours .....	38
<b>ANNEXES AU P.G.C. ....</b>	<b>39</b>

## 0. RAPPEL DES PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION

Articles L.4121-2 & 3 et L.4531-1 du Code du Travail

1. Eviter les risques ;
2. Evaluer les risques qui ne peuvent pas être évités ;
3. Combattre les risques à la source ;
4. Adapter le travail de l'homme, en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail ainsi que le choix des équipements de travail et des méthodes de travail et de production, en vue notamment d'atténuer le travail monotone et le travail cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé ;
5. Tenir compte de l'état de l'évolution de la technique ;
6. Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou ce qui est moins dangereux ;
7. Planifier la prévention en visant un ensemble cohérent qui intègre dans la prévention la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants au travail ;
8. Prendre les mesures de protection collective par priorité à des mesures de protection individuelle ;
9. Donner les instructions appropriées aux travailleurs ;

**Les articles L 4121-2 & 3 et 4531-1, imposent au Maître d'Ouvrage, aux Maîtrises d'Œuvres (Architectes, OPC etc...) et au Coordonnateur SPS, la prise en compte des Principes Généraux de Prévention.**

Les différents entrepreneurs doivent prendre parfaite connaissance du présent document, en retirer les éléments nécessaires à la mise au point de leur proposition et se conformer rigoureusement lors de l'exécution des travaux, aux dispositions qu'il contient.

Les prestations définies dans ce document font partie intégrante du marché de chaque entreprise.

Les éléments contenus dans le présent document ont un caractère obligatoire. Les entreprises contractantes y compris les sous-traitants et travailleurs indépendants doivent en tenir compte notamment pour l'élaboration de leurs PLANS PARTICULIERS DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE (P.P.S.P.S.).

En matière de sécurité et de protection de la santé du personnel, les entreprises ont non seulement une obligation de moyen, mais également une obligation de résultat.

La tenue des délais ne saurait en aucun cas être un motif d'infraction aux règles de sécurité. Les entreprises sont par conséquent tenues de prévoir et de mettre en œuvre les moyens compatibles avec la sécurité et les délais.

Article L.4532-6 du code du travail :

L'intervention du Coordonnateur SPS ne modifie ni la nature, ni l'étendue des responsabilités qui incombent en application des autres dispositions du Code du Travail à chacun des participants aux opérations de bâtiment et de génie civil.

Le coordonnateur a été nommé en phase **Conception**

Ce PGC a été réalisé sur la base :  
des renseignements transmis par la DIR EST

## 1. RENSEIGNEMENTS SUR L'OPERATION

### 1.1. Présentation du projet

#### 1.1.1. Objet de l'opération

Ce marché prévoit la réalisation de travaux d'entretien de chaussées :  
Travaux préventif et/ou de renforcement, sans limitation de tonnage pour chacun des districts de Remiremont et de Besançon la DE de Besançon,

- mise en place de la signalisation temporaire
- sciage de chaussées
- rabotages
- travaux sur accotements
- mise en oeuvre BBSG
- dépose de la signalisation temporaire

#### 1.1.2. Mode de consultation des entreprises

Type de marchés : publics

#### 1.1.3. Délai prévisionnel de chantier

Date prévisionnelle de début des travaux : 6 mai 2025

Durée prévisionnelle de réalisation (mois) : 1

Phasage des travaux:

#### 1.1.4. Démarche environnementale

Valorisation des déchets :

Dans un document soumis au visa du maître d'œuvre pendant la période de préparation, l'entrepreneur expose et s'engage sur :

- Le tri sur site des différents déchets de chantier et les méthodes qui sont employées pour ne pas mélanger les différents déchets,
- En cas de plate-forme de tri nécessitant un premier transport depuis le chantier, l'entrepreneur précise les méthodes et moyens employés ainsi que la localisation de l'installation,
- Les centres de stockage et/ou centres de regroupement et/ou unités de recyclage vers lesquels sont acheminés les différents déchets à évacuer, en fonction de leur typologie et en accord avec le centre de stockage ou de regroupement,
- Les moyens de contrôle, de suivi et de traçabilité qui sont mis en œuvre pendant les travaux,
- L'information du maître d'œuvre en phase travaux quant à la nature des déchets et aux conditions de dépôt envisagées sur le chantier,
- Les moyens matériels et humains mis en œuvre pour assurer la gestion des déchets,
- La mise en zone de dépôt autorisée des déblais inertes en provenance du chantier et non réutilisables sur le site.

#### 1.1.5. Prévision du nombre d'entreprises et de leur(s) sous-traitant(s)

Nombre de lots (estimation) : estimation de 3 à 4 entreprises, sous-traitants compris

#### 1.1.6. Prévision des effectifs sur le chantier

Effectif prévisible du personnel de chantier (estimation) : estimation de 15 à 20 personnes

### 1.2. Présentation des intervenants

Activité	Entreprise	Adresse	Média diffusion	Interlocuteur
----------	------------	---------	-----------------	---------------

Activité	Entreprise	Adresse	Média diffusion	Interlocuteur
Maîtrise d'ouvrage	DIRECTION INTERDEPART ROUTES EST	10 16 PROMENADE DES CANAUX BP 82120 54021 NANCY CEDEX	c.muller@developpement- durable.gouv.fr	Christophe MULLER
Coordonnateur SPS	BUREAU VERITAS CONSTRUCTION	46, avenue Villarceau 25000 BESANCON	06 73 49 95 91 jean- luc.pele@bureauveritas.co m	Jean-Luc PELE
.	BUREAU VERITAS CONSTRUCTION		mary.cronenberger@bure auveritas.com	Mary CRONENBERGER

Liste complète des entreprises en pièce jointe

## 2. MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS

Ce paragraphe ne se substitue pas aux modalités pratiques de coopération qui sont jointes par le MO aux contrats de tous les intervenants.

### 2.1. Inspections Communes

L'**Inspection Commune de la séquence** est réalisée au cours de cette réunion, avec l'analyse de la coactivité.

A cette réunion, les entreprises et leurs sous-traitants devant intervenir dans la séquence doivent OBLIGATOIREMENT être présents afin de réaliser leur Inspection Commune.

Les Inspections Communes ne seront réalisées que lors de ces réunions.

Il est rappelé aux entreprises, qu'en cas de non réalisation de l'Inspection Commune, il leur est formellement interdit d'intervenir sur le site.

#### **Pour un sous-traitant qui ne serait pas encore désigné avant cette réunion :**

L'intervention du coordonnateur SPS ne modifie en rien la responsabilité des entreprises en matière de sécurité et de protection de la santé vis-à-vis des tiers et de leur personnel.

Avant le début de son intervention sur le chantier, chaque entreprise titulaire, chaque entreprise sous-traitante ou chaque travailleur indépendant respecte les dispositions suivantes :

- OBLIGATION de participer à la visite d'INSPECTION COMMUNE conduite par le coordonnateur SPS,
- REMISE au coordonnateur SPS de son Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la santé (PPSPS), approprié et conforme au présent PGC SPS à l'issue de la VIC.

Les dates d'intervention des entreprises titulaires de lots sont communiquées au coordonnateur SPS par le maître d'œuvre dans un délai compatible avec l'organisation des visites précitées.

Pour les entreprises titulaires de lots faisant appel à un ou plusieurs sous-traitants ou travailleur indépendant, les dates d'intervention de ceux-ci sont communiquées au coordonnateur SPS par l'entreprise titulaire.

### 2.2. PPSPS

Conformément aux obligations de la loi du 31 décembre 1993 et de son décret du 26 décembre 1994, chaque entreprise intervenant sur le chantier est tenue d'établir un PPSPS. **Conformément à l'article L 4532-9, sur les chantiers soumis à l'obligation d'établir un plan général de coordination, chaque entreprise, y compris les entreprises sous-traitantes, appelée à intervenir à un moment quelconque des travaux, établit, avant le début des travaux, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé. Ce plan est communiqué au coordonnateur.**

Le Maître d'Ouvrage transmet le PGC à l'entrepreneur dans le cadre du dossier du marché de consultation, le PGC sert de base à l'établissement du PPSPS.

La mise à jour du PPSPS avant d'engager les travaux, doit tenir compte des observations résultantes de la visite d'inspection commune avec le Coordonnateur SPS.

L'entreprise chargée du gros œuvre ou le lot principal et ceux ayant à exécuter des travaux à risques particuliers mettent à disposition leurs PPSPS aux autres entreprises sur le chantier.

#### 2.2.1. Pénalités

L'intervention sur le chantier sans diffusion du P.P.S.P.S au Coordonnateur SPS entraînera l'application des pénalités prévues par le Maître d'Œuvre pour non remise de document. L'expulsion immédiate de l'entreprise concernée pourra être demandée, si cette dernière ne respecte pas les règles élémentaires pour assurer la sécurité de son personnel, ne respecte pas les installations communes et le travail des autres entreprises.

S'il s'agit d'un sous-traitant, la pénalité sera appliquée à l'Entreprise ayant sous-traité ses travaux et le sous-



traitant sera expulsé.

Art. L. 4722-6 : Sont punis d'une amende de 4500 € les travailleurs indépendants, ainsi que les employeurs lorsqu'ils exercent eux-mêmes, une activité sur un chantier de bâtiment ou de génie civil, qui n'ont pas mis en œuvre les obligations qui leur incombent en application des articles L. 4111-6, L.4411-1, L. 4532-5, L.4532-6 et L. 235-18 du code du travail.

Se conformer aux pièces écrites du marché.

## 2.3. Sous-traitance

Les entreprises titulaires de lots qui envisagent de faire intervenir un ou plusieurs sous-traitants ou travailleurs indépendants respectent la règle suivante :

- L'entreprise concernée adresse quatre semaines au préalable sa demande au maître d'œuvre qui la transmet au maître d'ouvrage.
- L'agrément est confirmé à l'entreprise par le maître d'ouvrage qui informe en copie le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS qui conduit la visite d'inspection commune.

Toute entreprise ou travailleur indépendant qui ne respecte pas ces dispositions se voit interdire l'accès au chantier par le maître d'œuvre.

### 2.3.1. Déclaration des sous-traitants

L'entreprise a l'obligation de déclarer au maître d'ouvrage tout sous-traitant qu'elle prendrait pour réaliser une partie des travaux. Cette déclaration indique la nature précise des prestations sous-traitées.

Les coordonnées des sous traitants doivent être adressées par le maître d'ouvrage au CSPS pour l'organisation de l'inspection commune.

Les entreprises qui ont l'intention de sous-traiter doivent s'assurer que les prestations de service ne sont en aucune façon des prêts de main-d'œuvre qui pourraient constituer un délit de marchandage (art. L.8231-1 du Code du Travail).

### 2.3.2. Transmission du PGC

L'entrepreneur qui fait exécuter, tout ou partie, du contrat conclu avec le Maître d'Ouvrage par un ou plusieurs sous-traitants, doit remettre à ceux-ci un exemplaire du PGC au dernier indice et le cas échéant, un document précisant les mesures d'organisations générales qu'il a retenues pour la sécurité et qui sont de nature à avoir une incidence sur la sécurité et la santé des travailleurs.

### 2.3.3. Obligation du sous-traitant

Le sous-traitant est soumis aux mêmes obligations que l'entreprise titulaire quant au respect des dispositions communes de sécurité et de protection de la santé. Il est soumis à toutes les obligations des entreprises.

Le PPSPS du sous-traitant doit tenir compte des informations fournies par l'entreprise titulaire et notamment celles contenues dans son PPSPS et celles contenues dans le PGC ainsi que les dispositions arrêtées en inspection commune.

## 2.4. Intérimaires

Les entreprises utilisant du personnel intérimaire doivent s'assurer :

- que le personnel est apte à effectuer le travail auquel il est destiné,

- que le certificat d'aptitude médical pour la profession concernée a bien été délivré,
- que les salariés intérimaires soient intégrés au personnel de l'entreprise, notamment en ce qui concerne l'accueil renforcé, la formation à la sécurité, la fourniture des équipements de protection individuelle et l'utilisation des installations vestiaires, réfectoires et sanitaires.

## 2.5. Accueil des entreprises « location avec chauffeur »

Les entreprises faisant appel à de la location avec chauffeur, doivent le signaler dans leur PPSPS.

Les chauffeurs sont accueillis par l'entreprise qui leur explique les règles de sécurité les concernant.

## 2.6. Travailleurs indépendants

Les travailleurs indépendants ou les employeurs exerçant eux-mêmes une activité sur le chantier, sont assujettis aux mêmes obligations réglementaires que toute autre société, y compris :

- l'obligation de remettre au Coordonnateur SPS un Plan Particulier de Sécurité

## 2.7. Protections individuelles

Toute personne entrant sur le chantier doit être équipée des protections individuelles adaptées.

## 2.8. Modalité d'accueil des salariés et salariés étrangers

Tous les salariés présents sur le site portent de façon visible le sigle de leur entreprise sur leur vêtement de travail ou leur casque et doivent pouvoir être nominativement identifiés.

Les personnels des entreprises, doivent recevoir, le jour de leur arrivée sur le chantier, une formation pratique et appropriée en sécurité.

Cette formation qui est assurée par les chefs de chantier et les chefs d'équipe des entreprises porte sur :

- les conditions de circulation des personnes sur le chantier,
- la sécurité pendant l'exécution du travail
- les dispositions à prendre en cas d'incident, d'accident et d'incendie.
- la situation et le contenu de la boîte de premier secours.

### Salariés étrangers :

Chaque entreprise doit pouvoir répondre aux règles suivantes, à savoir :

- Etre en possession de l'ensemble des pièces écrites et graphiques propres au chantier,
- Le référent chantier doit maîtriser la langue française pour mettre en application les consignes de sécurité du chantier,
- Le référent chantier ou le chef d'établissement doit pouvoir participer aux réunions de chantier,

Chaque entreprise tient à jour à disposition des organismes officiels de préventions et des autorités compétentes un classeur qui comporte :

- Une liste nominative de ses personnels sur site y compris les personnes intérimaires.

Pour chaque salarié :

**D.U.E.** (Déclaration unique d'embauche) avec récépissé de l'URSSAF ou extrait du registre du personnel,  
**Contrat d'intérim** si pas de DUE,  
**Déclaration de détachement** pour le personnel de sociétés étrangères en provenance de la CE.

Pour les ressortissants hors CE :

**Photocopie de leur carte de séjour et de leur permis de travail.**

## **2.9. Modalités de visite du chantier par des tiers**

Des visites peuvent être organisées par le Maître d'Ouvrage qui définit les mesures de protection et de sécurité.

L'organisateur de la visite est responsable de la fourniture des équipements adaptés à cette visite. Le maître d'ouvrage informe le maître d'œuvre et le coordonnateur.

### 3. MESURES D'ORGANISATION GENERALE

#### du chantier arrêtées par le Maître d'œuvre en concertation avec le Coordonnateur SPS

#### Contraintes d'environnement de site

##### Présence d'amiante dans les existants

Sans objet

##### Présence de plomb dans les existants

Sans objet

##### Présence de silice dans les existants

Voir détail dans l'annexe "Présence de silice"

#### 3.1. Accès au site et réseaux provisoires

Accès existants par la RN suivant DESC

#### 3.2. Emprise de chantier

##### 3.2.1. Clôture et portail

La signalisation de la neutralisation des voies sera conforme aux fiches du manuel du chef de chantier guide Route à Chaussée Séparée (RCS).

##### 3.2.2. Accès

Selon DESC

Les voies d'accès sont existantes, mais communes à la circulation routière .

Le code de la route devra être respecté.

En l'absence de voie latérale sur certaines zones, il sera réalisé par l'Entreprise Titulaire de travaux d'entretien des chaussées, une piste permettant l'accès pour les travaux et les secours.

Les accès chantier route hors circulation ou voie neutralisée seront définis par le Maître d'oeuvre.

Les véhicules du Titulaire de travaux d'entretien des chaussées ne seront pas prioritaires lors des sorties de chantier sur les voies de circulation ouvertes au public.

Le Titulaire de travaux d'entretien des chaussées veillera pour que ses véhicules et ses engins sortant de ces accès de chantier n'emportent ou ne dépose pas de saleté sur la chaussée ouverte à la circulation; si besoin il procédera à ses frais à un nettoyage réguliers de son chantier de contrôle et de ses abords.

De plus si besoin le Titulaire de travaux d'entretien des chaussées réalisera des aires de retournement indiquées et fléchées pour ses PL et engins de chantier

Les personnels du Titulaire de travaux d'entretien des chaussées sur le chantier seront dotés impérativement d'habit de travail réfléchissant de classe 2 – 3.

Par ailleurs, chaque entreprise intervenant sur l'opération tient à jour une liste nominative de ses personnels présents sur le site y compris les personnels intérimaires.

De plus, chaque entreprise prendra les dispositions nécessaires en vue de fournir à ses salariés une carte d'entreprise type FNB en vigueur à ce jour. Tous les intervenants sont soumis à cette obligation.

##### 3.2.3. Circulations

Selon DESC

Dans les zones chantier, la vitesse est limitée à 30 Kms/h pour les VL et 20 Kms/h pour les engins camions et véhicules de chantier.

Les engins de chantier et camions affectés en permanence au chantier et effectuant des marches arrière seront équipés de caméra de recul ou de tout autre dispositif permettant au conducteur d'être informé en permanence de la présence d'obstacles ou de salariés dans ses angles morts.

Consulter les pièces écrites et graphiques du marché pour prendre connaissance des pistes et cheminements affectés au chantier et définir en concertation avec la Maîtrise d'OEuvre, les espaces pouvant être affectés au parking des véhicules et engins de chantier.

Les véhicules et les engins du chantier progressant lentement ou stationnant fréquemment sur la chaussée doivent être pourvus de feux spéciaux prévus à l'article 122 paragraphe c : matériels mobile alinéa 2 " feux spéciaux" de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière, livre I - 8 ième partie: signalisation temporaire du 6 novembre 1992.

La circulation publique est toujours prioritaire sur la circulation de chantier y compris au niveau des accès et sorties des zones en travaux où les entreprises doubleront de vigilance.

Le Titulaire de travaux d'entretien des chaussées veillera dans la mesure du possible à organiser ses flux de véhicules chantier avec des sens de circulation bien définis dans un éventuel plan de circulation, dossier d'exploitation qu'il remettra au CSPS et au Maître oeuvre avant notamment l'implantation de ses travaux . De plus, le Titulaire si besoin mettra en place à la demande du Maître d'ouvrage ou d'oeuvre une signalisation interne aux zones de travaux pour signaler leurs présences et dévier ponctuellement les flux des autres circulations par exemple piétones . Ceci pour éviter les collisions, les interférences avec le personnel, les véhicules et les matériels de chantier.

La circulation des véhicules de l'entreprise à l'intérieur des balisages reste soumise aux règles du Code de la Route.

Emprunter les pistes et cheminements affectés au chantier en respectant la signalétique et les limitations de vitesse imposées.

Respecter la limitation de vitesse aux abords et à l'intérieur du chantier.

Circuler :

Feux de croisement (codes) et gyrophares allumés et ce, quel que soit le temps,

Equipements repliés ou baissés (bennes, flèches, patins, etc.),

Chargement respectant le gabarit autorisé.

Pour tous cas et cas de panne du dispositif d'aide à la rétrovision:

Prendre des dispositions pour que l'ensemble des manoeuvres qui ne peuvent s'effectuer dans des conditions satisfaisantes de sécurité notamment les manoeuvres de recul, se fassent en postant un [Homme trafic] qui aura pour rôle :

- Veiller à ce que l'espace dans lequel doit évoluer le véhicule ou l'engin de chantier soit accessible et dégagé de tout objet.

- Veiller à ce qu'aucune personne ne soit dans l'espace d'évolution des véhicules et engins de chantier.

- Guider le chauffeur par la voix et/ou par des signaux conventionnels.

- Avertir les personnes survenant dans la zone d'évolution des véhicules et engins.

Cet « homme trafic » devra au préalable avoir reçu une formation spécifique à cette tâche et porter en permanence un dispositif ou un vêtement permettant de l'identifier sans équivoque.

### 3.2.4. Signalisation

Selon DESC

La Signalisation routière est gérée par la DIREST sur les chaussées séparées mais elle peut également être mise oeuvre par le titulaire sur chaussée bidirectionnelle.

Celle ci devra être conforme au Manuel du Chef de Chantier Guide Technique sur la signalisation temporaire (Edition 2000) ainsi qu'aux dispositions des articles 8.4.4 à 8.4.7 du CCAP.

Signalisation interne et au droit du chantier d'entretien de chaussées :

Le Titulaire de travaux d'entretien des chaussées complètera la signalisation interne aux zones de travaux pour ses circulations de chantier et zones à éviter etc. Ceci dès le besoin de signaler un risque, un obstacle de l'entreprise Titulaires et pour prévenir alerter toutes autres entreprises exécutantes sur le chantier y compris pour les automobilistes circulant aux abords des zones de travaux.

Cette signalisation interne au chantier sert aussi à renseigner sur un sens de circulation ou une règle de circulation propre au chantier.

Le Titulaire du marché de contrôle extérieur aura l'entretien quotidien de ses propres signalisations de chantier.

Une personne d'astreinte sera nommée et communiquée au Maître d'oeuvre

Signalisation d'approche réalisée par le CEI

Chaque entreprise met sa propre signalisation interne au chantier si besoin.

Les véhicules devront être équipés d'un girophare.

La signalisation sera mise en place au fur et à mesure de l'avancement du chantier et en conformité avec les prescriptions du DESC

Dès l'accès au chantier, pour tous les locaux de vie et d'hygiène, le lot enrobés installés, entretient et maintient en bon état permanent, visiblement et durablement, en les adaptant, les panneaux conformes aux dispositions du code de la route ou affichages ou pictogrammes suivants :

- « chantier interdit au public »,
- « port du casque obligatoire »,
- « port des chaussures de sécurité obligatoire »,
- « interdiction de fumer », (décret du 15 novembre 2006),
- Panneau « STOP » au niveau de la sortie du chantier,

La circulation interne obéit aux règles normales du code de la route.

Roulez au pas est la consigne permanente.

La priorité est laissée aux piétons.

### 3.2.5. Stationnements

Des zones de stationnement des véhicules et engins sont à aménager sur toutes les zones travaux

### 3.2.6. Stockage

#### Livraisons

Dans le cas de "circulation dangereuse" ou dans le cas de manoeuvres pour les entrées-sorties du site, le livreur sera guidé par le chef de chantier de l'entreprise livrée, ou, a minima, par un "homme trafic", et ce sur tout le parcours concerné par le risque, le chef de manoeuvre étant alors équipé en conséquence (tenue réfléchissante de classe 2 ou 3 selon météo et visibilité)

Information des fournisseurs et notamment pour ce qui concerne le gabarit des véhicules utilisés.

#### Zone de stockages

Mise en place d'un balisage périphérique à la zone

### 3.2.7. Réseaux provisoires du chantier (hors base-vie)

Groupe électrogène

### 3.2.8. Cantonnements et entretien

Roulotte de chantier équipée suivant réglementation en vigueur par le Titulaire de travaux d'entretien des chaussées

Les installations sanitaires seront prévues pour l'effectif de chantier Tous Corps d'Etat. Elles seront raccordées au réseau, alimentées en eau, éclairées et chauffées.

Il sera tenu compte de l'évolution des effectifs.

Un ensemble vestiaires-réfectoire équipé conformément à la réglementation (armoires, bancs) tenant compte de l'évolution des effectifs tous corps d'états.

La surface totale à prévoir est calculée en prenant comme base 1,50 m2 minimum par personne : au vu de l'exiguïté des lieux, nous conseillons aux entreprises la prise de repas extérieurs au chantier

Il sera équipé conformément à la réglementation tenant compte également de l'évolution des effectifs tous corps d'états : les revêtements intérieurs de ce local seront faciles à entretenir. Il sera chauffé, éclairé, ventilé,

équipé de table, chaises, matériel de conservation et réchauffage des aliments.  
Il sera nettoyé après chaque repas.

Ces locaux de vie et d'hygiène sont réalisés suivant les prescriptions du décret du 8 janvier 1965 modifié.

#### Article R4534-139 du Code du travail

L'employeur met à la disposition des travailleurs un local vestiaire :

- 1° Convenablement aéré et éclairé, et suffisamment chauffé.
- 2° Nettoyé au moins une fois par jour et tenu en état constant de propreté.
- 3° Pourvu d'un nombre suffisant de sièges.

Il est interdit d'y entreposer des produits ou matériels dangereux ou salissants ainsi que des matériaux.

Lorsque l'exiguïté du chantier ne permet pas d'équiper le local d'armoires-vestiaires individuelles en nombre suffisant, le local est équipé de patères en nombre suffisant.

#### Article R4534-142 du Code du travail

Lorsque des travailleurs prennent leur repas sur le chantier, un local réfectoire est mis à leur disposition.

Ce local répond aux exigences suivantes :

- 1° Il est pourvu de tables et de chaises en nombre suffisant.
- 2° Il dispose d'au moins un appareil permettant d'assurer le réchauffage ou la cuisson des aliments et d'un garde-manger destiné à protéger les aliments d'une capacité suffisante et d'un réfrigérateur.
- 3° Il est tenu en parfait état de propreté.

#### Article R4228-10 à R4228-15 et R4534-144 du Code du travail

Mise en place d'1 sanitaire et d'1 urinoir pour 20 salariés qui répond aux exigences suivantes :

- 1° Équipé de chasse d'eau et de papier hygiénique.
- 2° Convenablement aéré et éclairé, et suffisamment chauffé.
- 3° Avec des portes pleines munies d'un loquet intérieur et dé-condamnable par l'extérieur.
- 4° Évacuation des effluents conformes aux règlements sanitaires.
- 5° Au moins 1 sanitaire équipé d'un point d'eau.
- 6° Installations séparées en cas de personne mixte.

### **3.3. Nettoyages (hors cantonnement)**

Le lot Titulaire de travaux d'entretien des chaussées assurera l'entretien et la maintenance de la base vie

#### **3.3.1. Projet de plan d'installation de chantier**

Le maître d'ouvrage s'assure auprès du maître d'œuvre que les contraintes et obligations découlant, pour les entreprises, des mesures de prévention et de coordination mentionnées à l'article R. 4532-44 sont transcrites dans les pièces constituant les dossiers de consultation des entreprises.

Il vérifie que le projet de plan d'installation de chantier est joint à ces mêmes dossiers.

Le coordonnateur SPS collabore avec le maître d'œuvre à la transcription par celui-ci, sous forme de plan, du projet d'installation de chantier.

#### **3.3.2. Plan d'installation de chantier**

Préalablement à l'exécution des travaux, l'entreprise **TITULAIRE DE TRAVAUX D'ENTRETIEN DE CHAUSSEES** soumet à l'accord du Maître d'Œuvre et du Coordonnateur SPS le plan de circulation et le plan des installations de chantier (plan porté au registre journal) qui doivent préciser la localisation :

- des parkings pour les véhicules de chantier,
- des installations destinées aux sanitaires, vestiaires et réfectoires,
- point de rassemblement en cas d'évacuation générale du chantier,
- point de rencontre pour accueil des services de secours,

La fourniture, l'installation et l'entretien des divers éléments nécessaires à ces différentes installations sont à la charge de l'entreprise **TITULAIRE DE TRAVAUX D'ENTRETIEN DE CHAUSSEES** y compris le fléchage pour indiquer le chantier ainsi que la signalétique de sécurité.

### **3.4. Tableau récapitulatif des mesures d'organisation générale de chantier**

<b>Poste</b>	<b>Réalisé par ?</b>	<b>Géré par ?</b>	<b>Echéance de fin</b>
Clôture et portail	CEI	CEI	FIN DE CHANTIER
Accès	CEI	CEI	FIN DE CHANTIER
Circulations	TITULAIRE DE TRAVAUX D'ENTRETIEN DE CHAUSSEES	TITULAIRE DE TRAVAUX D'ENTRETIEN DE CHAUSSEES	FIN DE CHANTIER
Signalisation	CEI	CEI	FIN DE CHANTIER
Stationnement	TITULAIRE DE TRAVAUX D'ENTRETIEN DE CHAUSSEES	TITULAIRE DE TRAVAUX D'ENTRETIEN DE CHAUSSEES	FIN DE CHANTIER
Stockage	TITULAIRE DE TRAVAUX D'ENTRETIEN DE CHAUSSEES	TITULAIRE DE TRAVAUX D'ENTRETIEN DE CHAUSSEES	FIN DE CHANTIER
Réseaux provisoires de chantier	TITULAIRE DE TRAVAUX D'ENTRETIEN DE CHAUSSEES	TITULAIRE DE TRAVAUX D'ENTRETIEN DE CHAUSSEES	FIN DE CHANTIER
Coffret électrique général			
Coffret divisionnaire et éclairage			
Cantonnement	TITULAIRE DE TRAVAUX D'ENTRETIEN DE CHAUSSEES	TITULAIRE DE TRAVAUX D'ENTRETIEN DE CHAUSSEES	FIN DE CHANTIER
Infirmier de chantier			
Nettoyage hors cantonnement	TITULAIRE DE TRAVAUX D'ENTRETIEN DE CHAUSSEES	TITULAIRE DE TRAVAUX D'ENTRETIEN DE CHAUSSEES	FIN DE CHANTIER
PIC	TITULAIRE DE TRAVAUX D'ENTRETIEN DE CHAUSSEES	TITULAIRE DE TRAVAUX D'ENTRETIEN DE CHAUSSEES	FIN DE CHANTIER
Protections collectives	TITULAIRE DE TRAVAUX D'ENTRETIEN DE CHAUSSEES	TITULAIRE DE TRAVAUX D'ENTRETIEN DE CHAUSSEES	FIN DE CHANTIER
Accès hauteur communs			
Déchets - Gravats	TITULAIRE DE TRAVAUX D'ENTRETIEN DE CHAUSSEES	TITULAIRE DE TRAVAUX D'ENTRETIEN DE CHAUSSEES	FIN DE CHANTIER



## 4. MESURES DE COORDINATION SPS

### 4.1. Définition des risques particuliers

**Décomposition des interventions en fonction de la liste des travaux comportant des risques particuliers pour lesquels un plan général simplifié de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé est requis en application de l'article R. 238-25-1 ou de l'article R. 238-25-2 du code du travail est fixée ci-après :**

- |           |   |  |
|-----------|---|--|
| <b>1</b>  | Travaux présentant des risques particulièrement aggravés, par la nature de l'activité ou des procédés mis en œuvre ou par l'environnement du poste de travail ou de l'ouvrage exposant les travailleurs :<br>- à des risques de chute de hauteur, au sens des dispositions générales du CT Articles 4121-1 à 5<br>- à un risque d'ensevelissement ou d'enlèvement |  |
| <b>2</b>  | Travaux exposant les travailleurs à des substances chimiques ou à des agents biologiques nécessitant une surveillance médicale au sens de l'article r. 241-50, ou de l'article 32 du décret du 11 mai 1982 susvisé, ainsi que des articles r. 231-56-11-i et r. 231-65-i  |  |
| <b>3</b>  | Travaux de retrait ou de confinement de l'amiante friable suivant les textes en vigueur   |  |
| <b>4</b>  | Travaux exposant à des radiations ionisantes en zone contrôlée ou surveillée en application de l'article 23 du décret du 2 octobre 1986 ou de l'article 15 du décret du 28 avril 1975 susvisé   |  |
| <b>5</b>  | Travaux exposant les travailleurs au contact de pièces nues sous tension supérieure à la très basse tension (tbt) et travaux à proximité des lignes électriques de htb aériennes ou enterrées   |  |
| <b>6</b>  | Travaux exposant les travailleurs à un risque de noyade   |  |
| <b>7</b>  | travaux de puits, de terrassements souterrains, de tunnels, de reprise en sous-œuvre  |  |
| <b>8</b>  | Travaux en plongée appareillée  |  |
| <b>9</b>  | Travaux en milieu hyperbare   |  |
| <b>10</b> | Travaux de démolition, de déconstruction, de réhabilitation, impliquant les structures porteuses d'un ouvrage ou d'une partie d'ouvrage d'un volume initial hors œuvre supérieur à 200 mètres cubes   |  |
| <b>11</b> | Travaux comportant l'usage d'explosifs  |  |
| <b>12</b> | Travaux de montage ou de démontage d'éléments préfabriqués lourds au sens de l'article 170 du décret du 8 janvier 1965 susvisé  |  |
| <b>13</b> | Travaux comportant le recours à des appareils de levage d'une capacité supérieure à 60 t/m, tels que grues mobiles ou grues à tour  |  |

Calendrier hypothèse	Tâches / lots	Danger(s)	Essentiels de la séquence
	TRAVAUX PREPARATOIRES	Collision, heurt Routier, autoroutier	
	TITULAIRE DE TRAVAUX D'ENTRETIEN DE CHAUSSEES	Réseaux Choc, coupure, piqûre Engins et matériels Contraintes météorologiques Routier, autoroutier Amiante Multi danger Collision, heurt Pollution de l'atmosphère Travaux à point chaud Voisinage Inhalation poussières Manutention manuelle Produits dangereux Déplacement de plain-pied Bruit, vibrations Eclairage Environnement naturel	

## 4.2. Analyse de risques

### TRAVAUX PREPARATOIRES

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Collision, heurt	<p>PIC + plan de circulation            Examen d'adéquation des appareils de levage (ex: mise en place de GBA)            Abonnement météo            Balisage des zones de levage            S'assurer de l'aménagement des accès et des réseaux</p> <p>Pas de travailleur isolé, port des EPI spécifiques travaux routiers sous circulations avec habits réfléchissants classes 2 - 3 plus chaussures et ou bottes de sécurité plus casques.            Véhicule équipé d'un gyrophare sur le toit et plaque de service.</p>	<p>Respect des consignes d'accès.            Accès interdit à toutes personnes étrangères à la centrale.</p> <p>Pas de travailleur isolé, port des EPI spécifiques travaux routiers sous circulations avec habits réfléchissants classes 2 - 3 plus chaussures et ou bottes de sécurité plus casques.            Véhicule équipé d'un gyrophare sur le toit et plaque de service.</p>
Routier, autoroutier	<p>DESC, plan de signalisation et DICT à jour            Autorisation de voirie            Dévoiement ou effacement des réseaux</p>	<p>Accès interdit dans la zone d'évolution des engins.            Respect des signalisation d'accès chantier par les intervenants.</p>

### TITULAIRE DE TRAVAUX D'ENTRETIEN DE CHAUSSEES

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Réseaux	<p><b>DT-DICT</b>            Il incombe aux entreprises d'établir toutes les demandes d'autorisation nécessaires à la réalisation de ses travaux et notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• DT à charge du maître d'ouvrage</li> <li>• Application de la loi anti-endommagement</li> <li>• D.I.C.T - Il incombe à chaque entreprise d'établir toutes les demandes d'autorisations nécessaires à la réalisation de ses travaux.</li> </ul> <p>Les entreprises travaillant à proximité de réseaux enterrés et aériens établissent les déclarations d'intention de commencer les travaux (DICT) auprès des exploitants ou des concessionnaires concernés.            Ces DICT accompagnées des réponses des exploitants ou des concessionnaires concernés sont présentées au responsable de projet            Les travaux ne peuvent commencer que lorsque les recommandations, les mesures de prévention ou de sécurité ou les moyens de protection mentionnés dans les réponses aux DICT sont effectivement mis en œuvre, éventuellement en concertation avec les exploitants ou les concessionnaires concernés.</p> <p><b>Réforme DT-DICT du 1er juillet 2012:</b></p>	

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	L'encadrant du chantier ainsi que la totalité des conducteurs d'engins doivent être titulaires de l'Autorisation d'Intervention à Proximité des Réseaux (AIPR) délivrée par l'employeur et obligatoire à dater du 1er janvier 2018, l'ensemble des intervenants depuis le 1er janvier 2019.	
Choc, coupure, piqûre	Pas de travailleur isolé, port des EPI. Véhicule équipé d'un gyrophare sur le toit et plaque de service. Roulotte de chantier Trousse de premiers secours adéquate (médecin du travail) + SST	
Engins et matériels		Engins, matériels et PL équipés d'avertisseur sonore en marche arrière, rétroviseurs, plaques de signalisation Respect de la signalisation mise en place par le chantier et du plan de circulation
Contraintes météorologiques	Ne pas intervenir en cas de mauvaises conditions météo : Pluies, Vents, Orages et autres.	
Routier, autoroutier	Accès interdit dans la zone d'évolution des engins. Respect des signalisations d'accès chantier par les intervenants. DESC, plan de signalisation et DICT à jour Protection des fouilles, des excavation en rigide ou balisage en retrait avec signalisation Pas de travailleur isolé, Port des EPI spécifiques travaux routiers sous circulations avec habits réfléchissants classe 3, chaussures et ou bottes de sécurité, casques. Véhicule équipé d'un gyrophare sur le toit et plaque de service. Mise en place de panneaux d'informations Engins, matériels et PL équipés d'avertisseur sonore en marche arrière, rétroviseurs, plaques de signalisation et gyrophare Respect de la signalisation mise en place par le chantier et du plan de circulation Circulation piétonne sur les bas-côtés, ne pas emprunter les voies de circulation Guidage des PL dans les zones étroites et sans visibilité par hommes trafics identifiés.	Accès interdit dans la zone d'évolution des engins. Signalisation temporaire de chantier conforme au code de la route et autorisation de voirie. Port des EPI, casque antibruit. Coactivité et superposition de tâches interdit.
Amiante	<b>Toute intervention sera subordonnée à l'établissement d'un rapport amiante/ HAP avant travaux</b> Ne pas intervenir sur une zone non diagnostiquée Dans le cas de découverte de matériaux à base d'amiante ou susceptible d'en contenir, l'entreprise doit le signaler immédiatement	

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	<p>aux Maître d'Ouvrage, Maître d'œuvre, Coordonnateur, afin de prendre les mesures nécessaires conformément à la réglementation</p> <p><b>Présence d'amiante</b> En présence d'amiante, les dispositions ci-après correspondent à des activités relevant de la sous-section 3 définies au point 1 de l'article R4412-94 du Code du Travail</p> <p>Réaliser l'évaluation des risques à partir des informations fournies par le donneur d'ordre sur la composition du revêtement routier (présence éventuelle d'amiante). Il est de la responsabilité de l'entreprise de s'assurer qu'elle est en possession des informations nécessaires à son évaluation des risques.</p> <p>En cas de doute, le chef d'entreprise doit questionner le donneur d'ordre (mairie, conseil général, direction interdépartementale des routes...) qui lui fournira le résultat de ses investigations au terme de sa propre évaluation des risques.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Adopter une organisation du travail qui réduit le nombre de salariés exposés aux poussières ainsi que la durée d'exposition.</li> <li>• Aménager les postes de travail pour que les opérateurs soient le plus possible éloignés des sources de poussières.</li> <li>• Réduire le temps de présence à proximité immédiate de la raboteuse.</li> <li>• Maintenir le poste de conduite propre (ne pas utiliser de soufflettes).</li> <li>• Organiser le nettoyage des vêtements de travail et des équipements de protection individuelle (EPI) non jetables.</li> <li>• Entretenir les machines de façon à : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Maintenir l'intégrité du compartiment de fraisage ;</li> <li>- Maintenir le bon fonctionnement du dispositif d'aspiration lorsqu'il existe ;</li> <li>- Maintenir le bon état des capotages sur les convoyeurs des bandes de réception et de déversement</li> </ul> </li> </ul> <p>Information des opérateurs</p> <p>L'employeur doit établir, pour chaque poste ou situation de travail exposant à des risques chimiques, une notice destinée à informer chaque salarié concerné des risques auxquels il peut être exposé et des moyens mis en oeuvre pour les éviter</p> <p>Les principales mesures permettant de réduire les émissions de poussières sur un</p>	

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	<p>chantier de rabotage sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Le travail systématique à l'humide par arrosage du tambour de fraisage (cet arrosage sert en premier lieu au refroidissement de l'outil).</li> <li>• La présence de jupes, autour de la zone de fraisage, fournies par le constructeur de la machine.</li> <li>• L'utilisation de machines équipées d'un dispositif d'aspiration des poussières au niveau de la zone de fraisage qui permet une réduction significative de l'exposition des opérateurs.</li> <li>• Le capotage de la bande transporteuse d'évacuation des fraisats.</li> <li>• Le maintien humide des voies de circulation des camions sur les zones rabotées.</li> </ul> <p>Lorsque la raboteuse n'est pas équipée d'un système d'aspiration, le conducteur et surtout le régleur devraient être équipés d'un appareil de protection respiratoire (APR)</p> <p>Certaines opérations de maintenance nécessitent également le port d'un APR : changement des pics sur la fraise, nettoyage du poste de conduite...</p> <p>Les APR utilisés seront à minima de type demi-masque avec filtre P3 ou demi-masque filtrant à usage unique de type FFP3. Ces types de protection sont adaptés pour des durées de port courtes (inférieures à 15 minutes).</p> <p>Pour des durées de port plus longues, les APR à ventilation assistée - demi-masque à ventilation assistée (TM2P), masque complet (TM3P) ou casque ou cagoule à ventilation assistée (TH3P ou TH2P) sont plus confortables et plus efficaces que ceux à ventilation libre (demi-masque avec filtre P3 ou FFP3).</p> <p>La durée de port des EPI et les temps de pause sont fixés par l'employeur après avis du médecin du travail.</p> <p>Lorsque l'évaluation des risques ne conclut pas à la nécessité du port d'une protection respiratoire, il est recommandé que les opérateurs aient à leur disposition des APR de type FFP3 qu'ils pourront utiliser pour certaines opérations particulières notamment les opérations de maintenance.</p> <p>Mesures d'organisation en présence d'amiante :</p> <p>Les mesures précédentes restent valables mais en plus, la réglementation impose les dispositions suivantes :</p> <p>Les entreprises réalisant des travaux</p>	

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	<p>d'enlèvement de revêtement contenant de l'amiante doivent être certifiées auprès de l'AFNOR ou de QUALIBAT à partir du 1er juillet 2014. A compter de cette date, il appartient au donneur d'ordre de s'assurer que l'entreprise réalisant les travaux de rabotage (contractante du marché ou sous-traitante de l'entreprise titulaire du marché) soit certifiée.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Le personnel des entreprises doit être formé par des organismes certifiés</li> <li>• Il est rappelé que pour les chantiers de rabotage de revêtement contenant de l'amiante, l'entreprise réalisant les travaux doit établir un plan de retrait au moins un mois avant le début des travaux. Celui-ci doit comporter l'ensemble des mesures arrêtées afin : <ul style="list-style-type: none"> <li>- De supprimer ou de réduire autant que possible, l'émission et la dispersion des fibres pendant les travaux,</li> <li>- D'éviter toute diffusion de fibres d'amiante hors des zones de travaux,</li> <li>- D'assurer, pour l'ensemble des risques, les protections collectives et individuelles des opérateurs,</li> <li>- De garantir l'absence de pollution résiduelle due aux travaux.</li> </ul> </li> <li>• Baliser la zone de travail, mettre en place la signalétique routière et interdire l'accès aux tiers : <ul style="list-style-type: none"> <li>- En zone urbaine, prévoir des clôtures de chantiers constituées de panneaux pleins rigides ou souples, de manière à éloigner le plus possible du chantier les personnes extérieures, (de quelques mètres à quelques dizaines de mètres). Les situations ne permettant pas une telle emprise sur la voie publique devront faire l'objet d'une étude spécifique en lien avec le donneur d'ordre afin de définir les mesures adaptées (rue barrée ou phasage/zonage des travaux) en tenant compte des cas particuliers (accès aux commerces...).</li> </ul> </li> <li>• Signaler la zone travaux « Amiante ».</li> <li>• L'information des riverains sera faite par le donneur d'ordre en concertation avec l'entreprise.</li> <li>• Organiser la décontamination des opérateurs et des matériels conformément à la réglementation.</li> <li>• Etablir un programme de surveillance des fibres d'amiante en faisant appel à laboratoire accrédité pour le contrôle de l'amiante dans l'air des lieux de travail.</li> </ul>	

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Interdire les travaux d'enlèvement de matériaux contenant de l'amiante au personnel temporaire et aux salariés de moins de 18 ans.</li> </ul> <p><u>Gestion des déchets</u>  Il incombe au donneur d'ordre de faire, avant la réalisation du chantier, une demande d'autorisation d'acceptation des déchets (en précisant leur nature et leur quantité) à une installation de stockage de déchets adaptée et autorisée.  Celle-ci délivrera un certificat d'acceptation préalable pour les déchets.  Sur le chantier, les matériaux de rabotage seront conditionnés dans des sacs étanches « dépôt bennes » adaptés aux camions utilisés<sup>3</sup>.  Ces « dépôts bennes » sont limités en taille, ce qui rend difficile le transport de quantités importantes de matériaux de rabotage.  Ceux provenant des balayeuses seront conditionnés dans des contenants adaptés à des boues liquides, conçus et étiquetés pour les matériaux amiantés.  Un bordereau de suivi de déchet amianté (BSDA), émis par le donneur d'ordre, accompagne obligatoirement les déchets depuis la zone de production (chantier) jusqu'à l'installation de stockage. Une copie sera retournée au donneur d'ordre par l'éliminateur final après la prise en charge des déchets par le centre de stockage (décret n° 2005-635).</p> <p><b>Présence de HAP</b>  En matière de prévention, il convient d'informer le personnel intervenant sur ces enrobés des risques encourus.  Les hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP) sont classés cancérogènes de catégorie 1A et peuvent être à l'origine de certains cancers (cutanés, pulmonaires, vessie).  Les maladies provoquées par les produits dérivés de la houille peuvent faire l'objet d'une prise en charge au titre des tableaux 16 et 16 bis des maladies professionnelles du régime général de la Sécurité sociale.</p> <p>L'exposition aux HAP peut surtout avoir lieu par voie cutanée, ou par inhalation de fumées, lorsque les liants sont chauffés.  Par conséquent, afin d'éviter le contact cutané, en plus du port de vêtement à usage</p>	



Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	<p>unique (combinaison type Tyvek) et de gants avec manchettes en nitrile ou néoprène, des mesures strictes d'hygiène doivent être adoptées : lavage régulier des mains, du visage ; prise de douche en fin de poste.</p> <p>Néanmoins, leur présence dans les poussières issues du grenailage ne peut être exclue.</p> <p>Les mesures de prévention prévues contre les poussières, et notamment pour la silice cristalline, permettront de couvrir le risque lié à l'éventuelle présence de HAP. Dans ce cas, privilégier les interventions avec la mise en place de protections collectives (aspiration à la source ou travail à l'humide).</p> <p>Il est possible de compléter ces dispositifs par le port d'un masque FFP3 pour les poussières ou A2P3 en cas de présence simultanée de poussières et de fumées.</p>	
Multi danger	<p>Chantier clos pour éviter toute intrusion du public (accès interdit à toute personne étrangère au chantier). Voirie protégée (arrêtés d'interdiction de circulation ; dispositif d'arrosage pour éviter les poussières, ...)</p> <p>Contrôles divers (existence de réseaux surplombants la zone des travaux ou localisation souterraine)</p>	
Collision, heurt	<p>Pas de travailleur isolé, port des EPI spécifiques travaux routiers sous circulations avec habits réfléchissants classes 2 - 3 plus chaussures et ou bottes de sécurité plus casques.</p> <p>Véhicule équipé d'un gyrophare sur le toit et plaque de service.</p> <p>Port des EPI réfléchissant de classe 3, circuler sur les bas côtés, ne pas emprunter les voiries PL et engins.</p> <p>Engins et PL munis d'avertisseur sonores en marche arrière et gyrophare</p> <p>Guidage des PL dans les zones étroites et sans visibilité par hommes trafics identifiés.</p> <p>Engins de TP et PL munis de caméras de recul</p> <p>Sens de circulation et d'accès définis à l'avance et signalés sur chantier et à ses abords ( accès, sorties).</p> <p>Circulations piétonnes sur les bas côtés sur des chemins balisés, signalés, séparés des vois de circulation d'engins, de PL ou avec des véhicules identifiés signalés</p> <p>Respect du plan de circulation de chantier</p> <p>Baliser et neutraliser les zones d'évolution des engins et des zones de levage</p>	<p>Pas de coactivité simultanée à proximité du matériel.</p> <p>Respect des consignes d'accès.</p> <p>Pas de travailleur isolé, port des EPI spécifiques travaux routiers sous circulations avec habits réfléchissants classes 2 - 3 plus chaussures et ou bottes de sécurité plus casques.</p> <p>Véhicule équipé d'un gyrophare sur le toit et plaque de service</p>

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	Se tenir à distance des aires d'évolution des engins et de circulation	
Pollution de l'atmosphère	Prévention et réduction de la production des déchets, Tri, valorisation et traitement des déchets, Bac de rétention sous les cuves hydrocarbures Nettoyage des engins sur les aires aménagées à cet effet avec fosse de décantation. Posséder des kits antipollution pour les engins et extincteur Drainage des voiries provisoires	
Travaux à point chaud	Port des EPI adaptés Personnel formé Présence d'un extincteur appartenant à l'entreprise concernée, homologué et vérifié par poste de travail. Postes de soudure équipés de clapets anti-retour Utilisation de panneaux d'isolement par rapport aux tiers si nécessaire Mise en place d'un écran de confinement Zone de découpe isolée des zones de circulation	
Voisinage	Dangers apportés et pouvant être causés par d'autres marchés travaux engagés par la DIR dans l'opération. Les mesures de prévention , de protection à prendre, à mettre en œuvre pour éviter les co activités seront signifiées dans le PGC révisé par le CSPS réalisation. Les divers travaux seront séquencés , de telle façon que les postes de travail soient séparés et la planification de l'ensemble des marchés travaux réalisée par le maître d'œuvre sera étudiée, établie sans superpositions de tâches pour éviter les risques liés aux coactivités. Les risques exportés importés seront alors limités supprimés et gérés. Éviter les projections et les chutes de matériaux sur les voies restaient ouvertes à la circulation du public Prévoir si besoin écrans etc.	Respect des mesures de coordination du PGC Suppression des risques exportés Respect du planning du MOE Eviter les travaux superposés.
Inhalation poussières	Privilégier un mode opératoire ne générant pas de poussières. Le cas échéant , il appartient à l'entreprise génératrice des nuisances, telles que les émanations de poussières, vapeur délétère, de mettre en œuvre les moyens nécessaires à la mise en sécurité des autres intervenants (captation à la source, aspiration, ventilation, capotage (projection) travail par humidification ou brumisation) Arrosage des pistes de chantier, des zones	Coactivité interdite dans le cas où le lot concerné ne peut éviter de générer de la poussière.

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	de travail poussiéreuses Éviter les nuages de poussières vers les voies de circulation Coactivité interdite dans le cas où le lot concerné ne peut éviter de générer de la poussière.	
Manutention manuelle	Approvisionnement au plus près de la zone de travaux. Utilisation de moyens de manutention (transpalette, etc.) Levage des charges lourdes à 2 personnes.	
Produits dangereux	Privilégier l'usage de produits non dangereux ou moins dangereux Respect des FDS, stockage et manipulation des produits cf au contenu des FDS. Port des EPI indiqués aux FDS Choix produits peinture pour la signalisation moins dangereux ou à base aqueuse. Posséder les FDS Fiche de Données de Sécurité sur chantier et respecter les conditions de stockage , manipulation et mise en œuvre avec port des EPI prévus aux FDS.	
Déplacement de plain-pied	Lors de toutes interventions sur les routes de la DIR Est, les intervenants doivent porter un EPI de Classe 3 ou à défaut un EPI de Classe 2, en parfait état et propre, ceci de manière à garantir leur correcte visibilité par les usagers de la route, conformément aux spécifications de la norme NF EN 471.	
Bruit, vibrations	Pas de travailleur isolé, port des EPI ( protections auditives, bouchons d'oreilles, coquilles etc.). Machines capotées pour encoffrées, insonorisées pour réduction du bruit.	Respect de la signalétique en place. Port de protection auditives .
Eclairage	Dans le cas de travaux de nuits, mise en place de projecteurs, de ballons éclairants autonomes mises en place par le Titulaire. Dispositifs d'éclairage aux postes de travail et pour les cheminements qui seront orientés afin de ne pas éblouir les usagers des voies publiques à proximités. Signalisation renforcés de nuits , feux à éclats etc. Véhicules et PL munis de signalisation et gyrophares Port d'EPI adaptés (ex: tenue avec leds intégrés)	
Environnement naturel	Bac de rétention sous les cuves hydrocarbures Nettoyage des engins sur les aires aménagées à cet effet avec fosse de décantation. Posséder des KITS antipollution pour les engins et extincteur Drainage des voiries provisoires	

## 4.3. Co-activités et protections collectives

### 4.3.1. Organisation de la sécurité collective

Les grands principes qui régissent l'organisation de la sécurité sur le chantier sont :

- Chaque intervenant est responsable de la sécurité de ses salariés,
- La coordination indispensable des interventions des différentes entreprises, réclame que le Titulaire de travaux d'entretien des chaussées soit chargée de la fourniture, de la mise en place des protections collectives.

Jusqu'à l'achèvement des travaux, cette coordination doit également éviter qu'une autre entreprise enlève une protection qui gêne son travail.

- La maintenance des protections collectives est à réaliser par le Titulaire de travaux d'entretien des chaussées

- Une protection suffisante et adaptée à leurs travaux doit donc être mise en place.

L'entreprise doit définir dans son P.P.S.P.S, le type de protections qu'elle met en place.

- Si tel n'est pas le cas, cet entrepreneur a à sa charge et à ses frais, la mise en place de dispositifs nouveaux complémentaires pour assurer la protection collective.

- Les nouvelles protections sont maintenues et entretenues par l'entrepreneur les ayant modifiées, aussi longtemps que nécessaire.

- Le Coordonnateur SPS est informé des compléments ou modifications ainsi apportés avant toute intervention sur le site.

- Priorité est donnée aux installations de protection définitives par rapport aux installations provisoires

- Une délimitation des zones dangereuses ou interdites aux autres entreprises doit être effectuée.

Une information doit être faite lors des réunions de chantier.

Le matériel des protections collectives est identifié et exclusivement réservé à cet usage. (couleur distincte)

Le P.P.S.P.S. de l'entreprise précise le type de matériel proposé.

Chaque entrepreneur ayant à intervenir sur un ouvrage considéré, et quel que soit le titre auquel il intervient, doit s'assurer que les protections mises en place sont suffisantes et adaptées à ses travaux.

Si tel n'est pas le cas, il a à sa charge et à ses frais, la mise en place de dispositifs nouveaux et complémentaires pour assurer la protection collective de son personnel, ainsi que le maintien et l'entretien de ces nouvelles protections.

Les modifications sont soumises au Coordonnateur et font l'objet d'un additif au P.P.S.P.S.

Le Maître d'Œuvre se réserve le droit, en cas de défaillance d'une ou plusieurs entreprises, de faire appel à une entreprise extérieure pour remettre en état les protections collectives aux frais des entreprises défaillantes.

### 4.3.2. Déplacement de protection collective

Au cas où une tâche nécessite le déplacement ou l'enlèvement d'un dispositif de protection collective, l'entreprise (ou son sous-traitant) doit présenter la méthodologie qu'elle compte employer pour effectuer cette tâche, la nature des protections individuelles ou collectives qu'elle compte mettre en place, afin que ses ouvriers puissent travailler en sécurité pour effectuer la tâche en question et les mesures de protection qu'elle compte employer pour garantir la sécurité des autres intervenants du chantier.

Les dispositifs provisoires de protection collective doivent être conçus de manière à ne pas gêner la mise en place du dispositif définitif. Ainsi le dispositif provisoire ne sera retiré qu'une fois les protections définitives mises en place.

### 4.3.3. Disposition en cas de carence d'une entreprise

En cas de carence d'une entreprise, de nature à causer un risque pour les autres, sur la mise en place de protections collectives ou pour le nettoyage tel qu'il est défini, l'entreprise La Maitrise d'Ouvrage désignera une entreprise de substitution qui interviendra en lieu et place et aux frais de l'entreprise défaillante est tenue de se substituer à celle-ci.

Si c'est l'entreprise La Maitrise d'Ouvrage désignera une entreprise de substitution qui interviendra en lieu et place et aux frais de l'entreprise défaillante qui est défaillante, le Coordonnateur SPS et le Maître d'Œuvre la mettront en demeure de pallier immédiatement à ce non-respect des règles de sécurité.

En cas de refus et de danger immédiat, le Coordonnateur SPS pourra en concertation avec le Maître d'Œuvre, demander au Maître d'Ouvrage de faire intervenir une autre entreprise aux frais de la première pour remédier à la carence constatée.

#### **4.3.4. Prévention des risques de maladies professionnelles**

Le choix des modes opératoires et des produits mis en œuvre doit s'opérer sur ceux n'entraînant pas de nuisances telles que : bruits, vibrations, poussières gazeuses toxiques, etc...

En cas d'impossibilité, il est nécessaire d'employer des matériels réduisant les nuisances à la source (insonorisés, anti-vibratiles...).

Ce paragraphe devra être complété dans le PPSPS de l'entreprise. Pour un produit de même technicité existant dans le commerce, l'entreprise a pour obligation d'utiliser celui présentant le moindre risque pour la santé des travailleurs.

### **4.4. Equipement de levage**

Sans objet

#### **4.4.1. Autorisation de survol**

Sans objet

#### **4.4.2. Dispositifs d'aides à la manutention**

Les entreprises doivent prendre les mesures d'organisation appropriées ou utiliser les moyens adéquats, et notamment les équipements mécaniques, afin d'éviter le recours à la manutention manuelle de charges par les travailleurs.

Les entreprises définissent, dans leur Plan Particulier de Sécurité, les moyens de manutention spécifiques prévus, leurs consignes d'utilisation ainsi que le poids des éléments à manutentionner (préciser le type, le nombre et l'implantation).

### **4.5. Les mesures prises en matière d'interactions sur le site**

#### **4.5.1. Approvisionnements et stockage**

A partir du plan d'installation de chantier, les approvisionnements sont définis et organisés en accord avec la maîtrise d'œuvre et les entreprises.

L'ensemble est porté à la connaissance du coordonnateur SPS et évoqué lors des inspections communes.

#### **4.5.2. Travaux superposés**

Les travaux en superposition de postes de travail sont interdits. Toutes les mesures sont prises par la maîtrise d'œuvre dans sa planification des travaux pour éviter les risques de co-activité par superposition.

#### **4.5.3. Mise en œuvre de produits dangereux**

Le stockage des matières ou substances dangereuses sur le chantier doit être le plus limité possible. Les zones d'entreposage respectent les conditions de stockage prévues par le fabricant ou la réglementation. L'entrepreneur mentionne dans son PPSPS, la nature des produits dangereux qui sont utilisés et joint les fiches de données de sécurité des fabricants.

En cas de fractionnement, l'étiquetage est reproduit sur les nouveaux emballages.

La délimitation, l'aménagement et les dispositions particulières pour le stockage des matières dangereuses sont définis par l'entrepreneur après concertation avec "l'exploitant, le maître d'oeuvre et le coordonnateur SPS" ou sont imposés par ces derniers.

#### **4.5.4. Protection contre le bruit**

L'entrepreneur est tenu de réduire le bruit à la source et au niveau le plus bas raisonnablement possible, compte tenu de l'état des techniques.

Les entreprises doivent retenir les procédés limitant les bruits. En cas d'impossibilité, prévoir d'autres solutions d'insonorisation, notamment :

- encoffrement de la source,
- suspension anti-vibratile,
- éloignement des machines,
- protection individuelle.

#### **4.5.5. Protection contre l'incendie**

Tout feu est rigoureusement interdit sur le chantier.

Installation d'extincteurs adaptés aux postes de travail par point chaud.

Arrêt des travaux par point chaud deux heures avant de quitter le chantier.

Les entreprises utilisant des produits inflammables, doivent préalablement, en informer le maître d'oeuvre et le coordonnateur SPS.

Les salariés doivent connaître le maniement des extincteurs.

#### **4.5.6. Travaux en hauteur**

Quelle que soit la hauteur de travail, ces travaux sont effectués à l'aide, de plate-forme de travail, de plate-forme individuelle roulante, d'échafaudages roulants, de P.E.M.P. (nacelle élévatrice, plate-forme sur mâts...) ou d'échafaudage de pied. Ce matériel doit répondre à la réglementation en vigueur et normalisé.

En tout état de cause, ces matériels doivent être installés ou évoluer sur des surfaces stables.

Les échelles, escabeaux et marchepieds ne doivent pas être utilisés comme poste de travail.

L'attention des entreprises est attirée sur le risque de travailler sur une plate-forme à partir d'un plancher ou d'un platelage à proximité d'une rive (vide de construction ou ouverture). L'intervention est obligatoirement réalisée à partir d'une plate-forme de travail stable et normalisée. Une surélévation de la protection peut être rendue nécessaire, afin de conserver la hauteur de protection.

Lorsque des dispositifs de protection collective ne peuvent être mis en œuvre, l'entreprise devra préalablement à toute intervention, justifier par écrit dans son mode opératoire (ou additif au PPSPS) de cette impossibilité de recourir aux Equipement de protections collectives.

#### **4.5.7. Echafaudage, tour escalier**

Sans Objet

#### **4.5.8. Utilisation et conduite des véhicules et des engins**

La conduite des engins de chantier ne peut être confiée qu'à des conducteurs en possession du titre d'autorisation de conduite établi par son employeur.

Les manœuvres et les évolutions avec visibilité réduite ne peuvent s'effectuer que sous la conduite d'une ou plusieurs personnes chargées :

- Du guidage des véhicules et des engins,
- de la signalisation vis-à-vis des autres utilisateurs de la zone de circulation,

- les avertisseurs sonores et optiques couplés avec la marche arrière sont obligatoires sur tous les engins de chantier.

Un exemplaire des rapports de vérifications périodiques obligatoires doit être tenu à disposition dans le registre sécurité de l'entreprise.

### **Véhicules**

Conformément au guide du chef de chantier et à la 8 ème partie de l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière, les véhicules d'intervention doivent être de type 2.

Les véhicules doivent être équipés d'au moins un gyrophare, un triangle de présignalisation et un gilet rétro-réfléchissant, rangés dans l'habitacle et conformes aux normes CE, ainsi qu'une trousse de secours.

Tous les véhicules d'intervention, de travaux et de service qui interviennent sur la voie publique doivent faire l'objet d'une signalisation adaptée et réglementaire, selon l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I, huitième partie).

La signalisation lumineuse et complémentaire des véhicules doit être conforme à l'arrêté du 16 novembre 1998.

Les véhicules doivent être équipés d'au moins une trousse de secours et d'un extincteur. Depuis le 1er octobre 2008, tous les véhicules en circulation doivent être équipés d'un triangle de présignalisation et d'un gilet rétro-réfléchissant, rangés dans l'habitacle et conforme aux normes CE.

### **Engins de chantier**

Tous les engins seront à jour des contrôles périodiques obligatoires et équipés de signal sonore de recul

Nota: Les engins de terrassement utilisés pour du levage, même ponctuel auront satisfait aux contrôle périodique annuel « engins de terrassement » d'une part et au contrôle périodique semestriel « engins de levage » d'autres part.

Les conducteurs posséderont une autorisation de conduite délivrée par l'employeur

## **4.6. Moyens communs**

### **4.6.1. Mise en commun des équipements de travail et d'accès en hauteur**

Sans Objet.

Compte tenu de la nature de cette opération, cette recommandation ne peut pas s'appliquer.

### **4.6.2. Ascenseurs définitifs en phase chantier**

Sans Objet.

Compte tenu de la nature de cette opération, cette recommandation ne peut pas s'appliquer.

### **4.6.3. Sécurisation des circulations, des accès et livraisons à pied d'œuvre, Echafaudages et matériels**

Sécurisation des circulations, des accès et livraisons à pied d'œuvre (SCALP) pour maîtriser les risques liés aux chutes de plain-pied et réduire les manutentions manuelles : voir détail dans l'annexe « SCALP »

### **4.6.4. Protection des accès – Auvents**

Sans objet

## **4.7. Nettoyage et enlèvement des déchets**

Tri des déchets in situ

Le nettoyage des gravats éventuels qui tomberaient en contrebas de la zone de travaux sera réalisé avec autorisation de la SNCF et sous la surveillance d'un agent SNCF (domaine ferroviaire)

## 5. ORDRE ET SALUBRITE DU CHANTIER

### 5.1. Stockages sur le chantier

Les entreprises doivent informer le Maître d'Œuvre de leurs besoins de stockage de matériaux sur le chantier. Les zones de stockage des matériaux sont délimitées et indiquées sur le Plan d'Installation du Chantier, qui est tenu à jour en fonction de l'avancement des travaux.

Les entreprises indiquent dans le P.P.S.P.S. si leurs travaux comprennent la mise en œuvre de substances ou des préparations dangereuses pouvant provoquer des intoxications, incendie ou explosion.

Les entreprises entreposent les produits à risque, conformément aux prescriptions des F.D.S. Tous stockages dans le bâtiment doivent faire l'objet d'une analyse par le Maître d'œuvre en concertation avec le CSPS. Ces zones doivent apparaître sur le plan d'installation de chantier.

L'entreprise précise dans son P.P.S.P.S. les règles de stockage relatives aux produits employés ainsi que les dispositions qu'elle met en œuvre en ce qui concerne notamment la ventilation et l'éclairage de ces zones de stockage.

Chaque entreprise doit maintenir en état de propreté ses zones de stockage et doit en conséquence effectuer les nettoyages quotidiens et évacuer ses déchets jusqu'aux points de regroupement convenus pendant la période de préparation et confirmés à l'occasion des réunions de chantier.

### 5.2. Nettoyage

#### Agent de propreté

Chaque entreprise désigne un Agent de Propreté qui, jusqu'à la réception T.C.E. a pour mission :

- De veiller à la propreté et au rangement des zones de stockage et des postes de travail de son entreprise
- De veiller au parfait état de propreté du chantier, des cantonnements et des voiries (à l'intérieur et à la sortie du chantier),
- D'organiser la mise en place et l'enlèvement des bennes à gravats,
- De provoquer les nettoyages

#### Nettoyage du chantier :

L'ensemble du chantier est nettoyé en permanence suivant un rythme adapté en fonction de l'importance des déchets générés par les activités du chantier. En aucun cas, les circulations ne doivent être encombrées par des déchets.

### 5.3. Enlèvement des déchets

Chaque entreprise est responsable du nettoyage lui incombant, défini dans les différents chapitres.

Les déchets doivent être limités, triés. Le contrôle de leur élimination se fait par Bordereau de Suivi des Déchets (BSD), dont une copie est conservée sur le site.

Afin d'éviter toute pollution du site, les produits polluants sont stockés conformément à la fiche de données de sécurité.

Privilégier l'emploi de produit naturel.

#### 5.3.1. Evacuation des gravats et des déchets ordinaires

L'entreprise de GENIE CIVIL est responsable de l'évacuation des déchets. Dans le cas d'utilisation de bennes, leur remplacement est à effectuer à chaque fois que cela s'avère nécessaire, sans jamais que ces bennes débordent.



### **5.3.2. Enlèvement des matériaux dangereux utilisés**

L'entreprise indique dans son P.P.S.P.S. les conditions d'enlèvement des déchets industriels spéciaux (produits et emballages) et indique le lieu de traitement (produits et procédures) Exemple : amiante, matériaux contaminés, produits chimiques, P.C.B. ...

Les déchets réputés dangereux doivent être évacués le plus rapidement possible. La procédure d'évacuation fera l'objet d'un accord du Maître d'Ouvrage, du Maître d'Œuvre et si nécessaire des autorités compétentes

### **5.3.3. Mesure en cas de défaillance d'une entreprise**

Sur simple constat le Maître d'Ouvrage, le Maître d'Œuvre sans mise en demeure préalable peut faire procéder aux modifications des stockages ou des nettoyages qu'ils jugeraient nécessaires par une entreprise du chantier ou extérieure. Les frais résultants sont imputés aux entreprises défaillantes.

## 6. INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION

### Sujétions découlant des interférences avec des activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier

#### 6.1. Déclarations particulières

Il incombe aux entreprises d'établir toutes les demandes d'autorisation nécessaires à la réalisation de ses travaux et notamment :

- DT à charge du maître d'ouvrage
- Application de la loi anti-endommagement

- D.I.C.T - **DT-DICT**

Il incombe aux entreprises d'établir toutes les demandes d'autorisation nécessaires à la réalisation de ses travaux et notamment :

- DT à charge du maître d'ouvrage
- Application de la loi anti-endommagement
- D.I.C.T - Il incombe à chaque entreprise d'établir toutes les demandes d'autorisations nécessaires à la réalisation de ses travaux.

Les renseignements sont obtenus auprès des exploitants (DICT) et du responsable de projet. Les entreprises travaillant à proximité de réseaux enterrés et aériens établissent les déclarations d'intention de commencer les travaux (DICT) auprès des exploitants ou des concessionnaires concernés.

Ces DICT accompagnées des réponses des exploitants ou des concessionnaires concernés sont présentées au responsable de projet.

Les travaux ne peuvent commencer que lorsque les recommandations, les mesures de prévention ou de sécurité ou les moyens de protection mentionnés dans les réponses aux DICT sont effectivement mis en œuvre, éventuellement en concertation avec les exploitants ou les concessionnaires concernés.

#### **Réforme DT-DICT du 1er juillet 2012**

L'encadrant du chantier ainsi que la totalité des conducteurs d'engins doivent être titulaires de l'Autorisation d'Intervention à Proximité des Réseaux (AIPR) délivrée par l'employeur et obligatoire à dater du 1er janvier 2018, l'ensemble des intervenants depuis le 1er janvier 2019.

- Demandes d'arrêts - Selon DESC
- Autorisations concessionnaires - En cas de présence de réseaux dans l'emprise de travaux, se conformer aux prescriptions des concessionnaires concernés (retours DICT et réunions *in situ* le cas échéant)

Ces déclarations sont à établir et à diffuser par toute entreprise (compris sous traitante) dès lors qu'elle réalise des travaux en sol et à proximité des réseaux aériens.

#### 6.2. Contraintes dues au voisinage de l'opération

Port des tenues réfléchissantes de classe 2 obligatoire  
Balisage et signalisation adaptée (CEI)

#### 6.3. Risques par rapport à un chantier voisin

Sans objet à la date de rédaction du présent PGC.

Dans le cas où un chantier voisin serait d'actualité, le CSPS prendra contact avec son homologue afin de déterminer les règles communes visant à gérer la coactivité entre les 2 opérations, ce en accord avec les MOA et MOE des 2 opérations respectives (clôture, gestion des accès, interférences des engins de levage, etc).

#### **6.4. Travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure**

Sans objet

#### **6.5. Permis de feu (prévention incendie et explosion)**

Sans objet

#### **6.6. Interférences avec l'exploitant si utilisation partielle des ouvrages**

Sans objet.

#### **6.7. Locaux témoins**

Sans objet

## 7. ORGANISATION DES SECOURS

Les consignes de sécurité et les numéros d'appel des services de secours doivent figurer sur le P.P.S.P.S. et être affichées.

### 7.1. Téléphone de secours

Le personnel présent sur le chantier doit disposer d'un téléphone de secours, pouvant être installé dans le bureau, **accessible en permanence par tous**.

Eventuellement, pour les petits chantiers où pour des zones de travail éloignées, un téléphone portable, **ouvert en permanence et en état de marche (correctement chargé)**. L'emplacement de la personne en disposant doit être connu de tous les ouvriers concernés.

### 7.2. Sauveteurs Secouristes du Travail (S.S.T.)

Au moins 5% du personnel présent sur le chantier (avec un minimum de un), quelle que soit l'entreprise, doit être Sauveteur Secouriste du Travail (S.S.T.).

Les S.S.T. doivent avoir été formés ou recyclés depuis moins de 2 ans et ont obligatoirement, à l'arrière de leurs casques, un autocollant d'identification.

La liste des secouristes, à jour en permanence, est affichée près du téléphone défini ci-dessus.

Il en est de même pour la liste du matériel médical existant sur le chantier.

### 7.3. Travail isolé

Les entreprises prennent toutes les mesures nécessaires afin qu'un travailleur isolé puisse signaler toute situation de détresse et être secouru dans les meilleurs délais.

### 7.4. Procédure d'organisation des secours

Chaque entreprise doit avoir un sauveteur secouriste du travail PAR EQUIPE AU TRAVAIL pour assurer les premiers secours aux victimes.

Le sauveteur secouriste du travail doit être à jour de son recyclage.

Le nom de chaque sauveteur secouriste du travail est communiqué par chaque entre-prise à la maîtrise d'œuvre et au coordonnateur SPS.

Chaque sauveteur secouriste du travail porte visiblement et durablement sur sa tenue de travail un badge l'identifiant comme sauveteur secouriste du travail.

Définir les procédures d'organisation des secours :

#### Consignes de premiers secours

1. Ne pas bouger la victime.
2. Protéger la victime.
3. Prévenir les secours.
4. L'appel
  - rester calme.
  - faire le 18, le 15 pour le SAMU. (le 112 en cas d'utilisation d'un téléphone mobile).
  - donner l'adresse du chantier (N°, rue, Immeuble).
5. Préciser
  - le nombre de victimes.
  - la nature des blessures.
  - ne pas raccrocher le premier, donner votre numéro de téléphone.
6. Prévoir
  - une personne en attente à l'entrée du bâtiment ou du chantier afin de guider les secours.
  - ne jamais laisser une victime seule.

#### Liste

- Des secouristes (formés ou à former) dans le chantier
- Affiche "appel en cas d'accident" à renseigner

- Du matériel médical existant sur le chantier

Petit matériel de secours

Il est exigé de toutes les entreprises de munir leur personnel d'une trousse de pharmacie complète, maintenue à jour.

Son contenu peut être défini ou complété par le médecin du travail de l'entreprise et utilisé par une personne compétente.

L'affiche "EN CAS D'ACCIDENT" (JOINTE EN ANNEXE) convenablement remplie pour le chantier est affichée visiblement et durablement près du téléphone par le lot gros œuvre.

#### **Appel au secours**

Chaque entreprise est tenue d'informer son personnel sur le lieu et l'endroit où se trouve le téléphone en cas d'appel des secours.

#### **Déclaration**

Outre les déclarations réglementaires d'accident effectuées par l'entrepreneur, les accidents sont signalés au Maître d'ouvrage, au Maître d'œuvre et au Coordonnateur.

### **7.5. Déclaration en cas d'accident ou incident**

Outre les déclarations réglementaires d'accident effectuées par l'entrepreneur, les accidents ou incidents sont signalés au maître d'ouvrage, au maître d'œuvre et au coordonnateur SPS.

### **7.6. Point de rencontre secours**

## 7.7. Modèle de fiche de secours

### *EN CAS D'***ACCIDENT**

**Appelez les Pompiers**



et dites :

#### **1.ICI CHANTIER : DIVERS SITES - BC\_VER\_SREI\_FC\_2025\_24**

Adresse : MULTI SITES  
RN5/ RN19/ RN57/ RN83 25000 BESANCON

#### **2.PRECISEZ LA NATURE DE L'ACCIDENT :**

par exemple : Chute, éboulement, asphyxie...

LA POSITION DU BLESSE : Il est sur la terrasse, il est au sol ou dans une fouille ...

ET SI IL Y A NECESSITE DE DEGAGEMENT

#### **3.SIGNALEZ LE NOMBRE DE BLESSE(S) ET LEUR ETAT**

Par exemple : Trois ouvriers blessés dont un qui saigne beaucoup et un qui ne parle pas.

#### **4.FIXEZ UN POINT DE RENDEZ-VOUS.**

Envoyer quelqu'un à l'entrée du chantier pour guider les secours.

**NE JAMAIS RACCROCHER LE PREMIER**

## **ANNEXES AU P.G.C.**

### **Liste des pièces jointes au P.G.C.**

- DHOL 1
- Annexe\_Presence\_Silice
- Annexe\_SCALP